

BUSH : REVOLUTIONNAIRE OU FASCISTE ?

On n'aurait rien compris !

Bush à travers sa lutte contre le terrorisme et ses interventions armées en Afghanistan, en Irak, ferait la chasse aux dictatures ?

Bush ferait œuvre utile en prenant en main la sale besogne, chasser les Talibans, Saddam, en traquant Ben Laden....

Bush développerait la démocratie, les droits de l'homme. Il aurait l'audace que n'avaient plus ses prédécesseurs, ni aucun autre dirigeant occidental, en particulier de la « vieille Europe ».

Tous derrière Bush, le grand démocrate voire le révolutionnaire de la période, puisqu'il ose bousculer l'ordre du monde !

Hegel est appelé à la rescousse: "George W. Bush ou la ruse de la raison", c'était le titre d'un article d'un certain F. Galichet, professeur d'université en philosophie, paru dans les pages Débats du journal "Le Monde" le 19 avril dernier.

Il laissait entendre que Bush, à l'insu ou non de son plein gré, et malgré les non-dits de sa politique, est finalement en train de poser les bases d'un espace politique et juridique nouveau, adapté à la mondialisation économique ! Que c'est positif, même si immédiatement il chahute ou se coupe de l'ONU ou rejette des traités internationaux comme celui de Kyoto ou sur la Cour Pénale Internationale par exemple.

C'est en gros la tonalité des interventions qui appuient Bush avec le plus d'ardeur depuis le 11 septembre 01.

Si c'est vrai ... !

c'est au minimum admettre que :

- la lutte contre le terrorisme est bien menée et permettra d'éradiquer le phénomène ;
- la démocratie est exportable à coup de B 52 ; et il est permis, voire souhaitable, qu'une puissance étrangère choisisse et décide du système politique et social d'un autre pays ;
- la reconstruction de l'Afghanistan et de l'Irak est en bonne voie ;
- l'ensemble de la communauté internationale accepte et entérine la politique de Bush et de son exécutif sur ces différents points.

C'est rétrospectivement jeter un doute sur le bien fondé des deux luttes anti-fascistes, contre le nazisme et le totalitarisme soviétique.

Qu'en est-il ?

Prenons le « droit d'ingérence humanitaire ou démocratique » qui justifierait les interventions armées US. Quelle est la différence avec la théorie de « la souveraineté limitée » de Brejnev ? Aucune ! La démocratie, pas plus que la révolution hier, ne s'exporte, que ce soit dans des Antonov hier, ou dans des soutes de B 52, à présent.

C'est prétendre faire tout seul le bien des gens malgré eux. C'est une conception qui, pratiquée par des petits groupes hors du pouvoir, est toujours dangereuse, mais quand elle est reprise par des gens au pouvoir, qui plus est à la tête de la dernière superpuissance et de la 1^o armée du monde, est tout simplement criminelle.

Bush avec ses troupes d'occupation engloutit l'idée même de démocratie, comme Brejnev discréditait par ses interventions armées l'idée du socialisme, en prétextant aller éradiquer le droit de cuissage en Afghanistan en 79. Une fois l'Etat irakien détruit, c'est la porte ouverte à toutes les régressions, religieuse, ethnique, communautariste.

Pour justifier l'exportation armée de la démocratie, Bush et son entourage invoquent l'exemple

de l' Allemagne et du Japon en 1945.

A l' époque, c' est l' Allemagne nazi et le Japon qui étaient responsables de la guerre, et qui avaient piétiné la démocratie. Les USA, comme de nombreux pays, ont dû se défendre et pour écraser le fascisme, envahir ces deux pays. Les USA influencèrent fortement leur reconstruction, politique et économique.

A présent ce sont les USA qui déclenchent les hostilités. Bush écrase un Etat, peu démocratique, certes, mais certainement plus que le chaos actuel. Bush prétend le reconstruire ! Alors que l' on sait depuis la chute du Mur à l' Est, que les USA n' ont plus les moyens d' un plan Marshall, et que le contexte international rend plus qu' improbable la renaissance d' un Etat-nation irakien ou autre.

* Prenons la lutte contre le terrorisme : Bush, en tant que dirigeant d'une vieille puissance impérialiste, avait tout intérêt à se mettre dans son bon droit vis à vis du Sud et du monde en général. Comment ?

En menant une action à deux niveaux: avant tout chercher à démocratiser la mondialisation, pour ensuite pouvoir cibler sur les quelques petits groupes terroristes concernés, prouver leur culpabilité et emporter l'adhésion de la communauté internationale. Au lieu de cela, il a massivement et indistinctement frappé des populations entières, en Afghanistan, en Irak.

Bush accuse Saddam d' être lié au terrorisme. Il n' a pas pu prouver que Saddam avait des liens avec des groupes terroristes, encore moins avec Al Qaida. L' ex dirigeant irakien a même fait éliminer en août 2002 un terroriste bien connu des polices occidentales, Abou Nidal.

Bush soutient la politique de Sharon en Israël qui fait la même chose que lui localement. Une logique d'apartheid sans solution, avec la construction d' un nouveau mur. L'exemple type d' une logique parano qui sous le masque de la victime bafoue les résolutions de l' ONU depuis des années !

Bush campe sur le thème de la nation blessée, s' octroyant un droit de légitime défense. Hitler se voyait en éternelle victime du « complot juif » ! Brejnev en perpétuel assiégé par les grands monopoles capitalistes !

* Prenons la question de la reconstruction des régions dévastées par l'armée américaine : même les entrepreneurs britanniques ou américains qui espéraient faire du fric en Afghanistan se plaignent qu'ils n'ont pas pu faire le quart de ce qu'ils espéraient. Vu du point de vue des Afghans, c'est encore plus catastrophique. En Irak, les choses se présentent aussi mal, même la distribution électrique ou d' essence est devenue sporadique.

* Prenons la position de la communauté internationale vis à vis de Bush et de sa politique : elle s'est exprimée lors du bras de fer à l'ONU à propos de l'Irak avant le 20 mars 03. On est loin de l'approbation, même si « le Rubicon n'a pas été franchi » et que depuis les habitudes ont repris le dessus avec les tentatives de rafistolage à courte vue.

Bush s'attaque à des régimes qui ont "une sale gueule", est-ce que ça l'innocente ?

Compte tenu des rapports de forces mondiaux, pour un habitant du Nord qui a toujours vécu dans une métropole riche et développée, et qui n'a pas connu de guerre, les acquis de la lutte contre la misère et le sous-développement menée par les différents régimes du Sud ne sont pas de nature à nous enthousiasmer. Mais c'est sombrer dans la mauvaise foi et le cynisme le plus complet que de croire qu'il pouvait en être autrement. Dans tous les cas, ce n'est pas une raison pour aller détruire ou justifier la casse et l' occupation de pays entiers.

Et si la démocratie américaine avait déjà commencé à imploser ?

Les USA, un Etat policier ! Allons donc ! Et pourtant, on assiste crescendo à un empilage de mesures qui visent à limiter les droits fondamentaux. A tel point que mêmes les élus locaux aux USA commencent sérieusement à s' en inquiéter.

La première tranche de ces mesures date d' avant Bush, sous Clinton. Il s' agit de l' Anti-Terrorist and Effective Death Penalty Act, en 96. Cette loi donne le pouvoir au procureur général de faire appel aux forces armées contre la population civile.

Deuxième tranche : le US Patriot Act adopté le 26 octobre 01, par le Congrès, permet l' interrogatoire, l' arrestation par la police d' Etat, le FBI ou les services d' immigration et la détention illimitée au secret et sans décision d' un tribunal, de non citoyens des Etats Unis sur la base de simples présomptions. Plus de 1200 personnes ont été ainsi "raflées", dont on est sans nouvelles.

De nombreux étudiants d' origine iranienne ont été pris sous le coup de cette loi en fin 2002 quand ils ont dû faire renouveler leur papier auprès des services de l' immigration. Cette loi permet également la surveillance des conversations téléphoniques, du courrier électronique et perquisitions à domicile à toute heure, y compris en l' absence de mandat et de la personne concernée. Notons que cette loi du Patriot Act a été votée par l' ensemble du Congrès moins une seule voix.

Il y a également, suite au décret militaire présidentiel du 9 novembre 01, création de tribunaux militaires spéciaux pour instruire et juger à huis clos les affaires liées au terrorisme : "les auteurs de violations des lois de la guerre et autres lois comparables et de tout autre individu dont il est question dans ce décret". Les condamnations de ces tribunaux sont sans possibilité d' appel.

Il ne fait pas bon manifester ouvertement son opposition au gouvernement. Les manifestants contre la guerre en Irak en savent quelque chose. Le patriotisme est exacerbé et ne supporte pas la critique du gouvernement. Clinton ne disait-il pas : "Il n' y a rien de patriotique à prétendre qu' on peut aimer son pays, tout en méprisant son gouvernement." Depuis Bush a franchi un cran : "Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes avec les terroristes."

Quant au contre pouvoir de la presse américaine, tant vanté pour dénicher les sales affaires qui embarrassent le gouvernement, il s' agit d' un épouvantail à moineaux ! Même la mise à nu et sur la place publique de l' affaire du Watergate en 74, n' a été rendu possible que parce qu' il y avait encore à l' époque de réelles divisions au sein de la classe politique américaine et le travail d' enquête n' a été financé que grâce à la générosité d' un seul mécène, l' acteur Robert Redford.

Où sont les enquêtes sur le nombre de morts irakiens au cours de cette dernière guerre ? Où sont les contre-enquêtes sur le 11 septembre 01 ? L' assassinat de Kennedy en 63 avait, même après le rapport officiel, suscité des investigations. Là, rien !

Pourquoi un tel aveuglement ?

Parce que des agressions américaines sur des pays du Sud, c' est un vieux classique. Parce que toutes ces manifestations de l' impérialisme US, dans le passé, n' avaient pas remis en cause la démocratie en interne aux USA.

Parce que traînent des schémas stéréotypés sur le fascisme.

Pas de l' oie, défilés de partisans dans des stades et retraites au flambeau avec des croix gammées, discours publics de dirigeants devant des foules fanatisées, le bras tendu...

La perception du totalitarisme soviétique qui ne répondait pas à ces stéréotypes ne fut pas évidente non plus !

Autres stéréotypes datant de l' URSS : les défilés du 1^{er} mai avec les drapeaux rouges, devant les dirigeants du parti-Etat, le petit cercle de gérontes au balcon du Kremlin, avec leurs congrès et leur langue de bois, à propos du "camp socialiste".

Surtout parce que des intérêts de classe immédiats poussent à se couper de la majorité de la planète, alors que la logique impérialiste avec ses prolongements actuels, face à la montée en puissance irrésistible des masses humaines du Tiers Monde, est dépassée et appelle des changements de fond. On se retrouve dans une situation de blocage.

Et si le fascisme c' était prétendre résoudre ou dépasser des contradictions de fond en l'absence des masses, en fin de compte contre les masses ?

Ses deux caractéristiques sont :

- le terrorisme sur les masses et la démagogie. Elles sont bien au centre de la politique

de Bush. Toutes ses interventions armées sont faites au nom de la démocratie et des droits de l'homme. On ne pouvait pas faire mieux ! Mieux qu' au nom de la "dictature du prolétariat" ou de la "race supérieure".

Au moment de la montée de l' hitlérisme dans les années 30, en Allemagne, Hitler, pour quelques uns, allait être le "brise-glace" de la révolution ! Ceux qu' une telle idée a traversé, de bonne foi pour certains, ont eu tout faux ! Ils ont fini dans des camps.

D' autres, une fois le régime hitlérien installé ont aussi pensé que finalement les agressions militaires de Hitler sur les différents fronts européens, allaient permettre l' unité européenne. Qu'il y avait quelque chose de positif. L' unité des cimetières ! Il y a eu le cas Doriot. Ceux là avaient clairement choisi leur camp.

Plus récemment quand les agressions de la superpuissance soviétique se multipliaient (Tchécoslovaquie, Cambodge par Vietnam interposé, Afghanistan ..) il y avait toujours des gens pour prétendre que c' était progressiste et positif. Ils ont sombré avec la fin de l'URSS.

Si Bush était un démocrate...

Il s'appliquerait à "balayer devant sa porte", en créant les conditions pour que les droits de l' homme soient une réalité pour toutes les catégories de la population américaine, en rapatriant ses forces armées de tous les coins du globe, en arrêtant sa course aux armements, en annulant les subventions sur les productions américaines qui aggravent le marché inégal, en respectant tous les traités internationaux et toutes les instances internationales, à commencer par l' ONU. Il défendrait peut-être l'idée d'un Etat unique mondial mais ouvertement, plutôt que de lancer son armée au nom de prétextes fallacieux ou carrément mensongers dans des agressions qui déstabilisent définitivement des Etats. Plutôt que de compter sur la chute ou le déclin des Etats plus faibles que le sien, il pourrait convoquer des « Etats généraux mondiaux » par exemple !

Qu'y a t-il de différent entre le nouveau et les anciens fascismes ?

Hitler avait eu besoin de partisans organisés et de plusieurs coups de force pour arriver au pouvoir. Putsch de la brasserie raté, manifestations nazies diverses, meetings de masse en concurrence avec les communistes de l' époque, pressions multiples sur le pouvoir en place avec l' aide de la rue...

L'Allemagne se considérait comme une nation spoliée, en butte, après 1918, aux pressions des autres grandes puissances de l'époque. Il lui fallait, au plus vite, un nouveau partage du monde, au besoin par la force.

Le bushisme n'a plus, depuis la fin de l'URSS, de rivaux menaçants à sa mesure et n' a pas eu à prendre le pouvoir par la force, ni insurrection, ni putsch, même si l' élection de novembre 2000 a été douteuse. Le nouveau fascisme vient du sommet de la société américaine. Comme un produit naturel du pourrissement sur pied de la dernière superpuissance, de sa fuite en avant pour tenter de surmonter la crise économique et les limites du système qui est le sien depuis toujours : le capitalisme.

Le bushisme n'a pas eu besoin d'inventer une nouvelle idéologie, il s'est servi de ce qu'il avait sous la main, l'idéologie libérale, le thème de la guerre contre le terrorisme, l'idéologie des droits de l'homme, qui depuis un moment avait dérivé en défense des droits de l' homme blanc.

Cette idéologie aura vraiment servi à tout et son contraire, puisqu'elle aura été utilisée par les anti-totalitaires d' hier, pour combattre l' URSS, par Gorbatchev pour tenter de trouver une porte de sortie au totalitarisme soviétique et par Bush maintenant pour couvrir ses agressions, qui le font rentrer dans une logique nouvelle fasciste.

Ce produit "naturel" du pourrissement et le détournement du thème des droits de l' homme et de la démocratie par les élites dirigeantes de la société américaine rappellent davantage la dérive totalitaire des sphères dirigeantes soviétiques, dans les années 60 et 70, que la course au pouvoir de Hitler.

Le monde pris à contre-pied

Où comment un train peut en cacher un autre !

Ce qui trouble les jugements sur Bush et sa politique c' est le fait que les dirigeants des USA étaient, sont encore, considérés, malgré leur passé impérialiste, comme les champions de la libre entreprise, du libéralisme, et donc de la démocratie, comme s' il s' agissait d' un postulat définitif. Alors que les exemples ne manquent pas pour démontrer qu' il n' y a pas de muraille infranchissable entre la démocratie et la dictature à travers l' histoire du capitalisme.

Qu' ils ont contribué, à leur manière, à "déboulonner" les deux fascismes, nazi et soviétique, et que cela leur garantirait pour l' éternité de ne pas sombrer dans ce type de dérive. On a pourtant vu ce qu' il est advenu de l' URSS qui avait contribué à l' écrasement du nazisme.

Le maccarthysme apparaît comme une parenthèse momentanée et définitivement passée.

On a oublié un peu vite :

- que le libéralisme ou le capitalisme libéral, et c' est le moins qu' on puisse dire, n' est pas sans responsabilité dans l' émergence du fascisme et surtout du nazisme qui est né de la crise d' une société libérale et développée ;
- que des émules d' Hitler même s' ils n' ont pas réussi, ont vu le jour dans tous les pays développés et libéraux à l' époque ;
- mais surtout la collusion entre les deux supergrands : si l' un était totalitaire intra et extra muros, l' autre (les USA) ne pratiquait rien d' autre que du fascisme hors de ses frontières à travers toutes les interventions armées qu' il a mené après 1945. Il a été un pourvoyeur de fascismes locaux, à travers toute l' Amérique latine, la Grèce des colonels, les complaisances vis à vis de Franco et Salazar, sans parler des coups tordus pour éliminer Lumumba au Congo, Mossadegh en Iran, St. Domingue,... La liste est longue !

On a oublié un peu vite que sur un plan mondial et de masse, toutes les luttes depuis plus de 40 ans avaient, (ont encore, comme à HongKong actuellement) une dimension libertaire et anti-étatique marquée, qui n' épargnaient pas les USA. Qui n' auraient pas dû les épargner.

Ce furent les mouvements de masse liés à la révolte en Hongrie, à la révolution culturelle en Chine, aux différents "printemps": de Prague, de Paris, des USA en 68, de Pékin en 89, toutes les dissidences à l' Est, Solidarnosc, la chute du Mur.

Sur la dernière phase de la lutte contre le totalitarisme soviétique, les repères et les réflexes anti-impérialisme USA, anti-capitaliste libéral, ont été submergés non pas par les droits en eux-mêmes mais par l' idéologie des droits de l' homme. Les repères ont effectivement sautés. D' où la banalisation de la politique de Bush à présent.

La bourgeoisie aussi a eu besoin de contrer la logique étatique !

La bourgeoisie traditionnelle a voulu rompre avec cette tendance de fond du capitalisme, où peu à peu "seul le fonctionnaire demeure" éliminant et rendant superflu le capitaliste privé. Tendance dont la caricature résidait à Moscou.

Elle a réagi à la menace soviétique, à son étaticisme étouffant et contre-productif sur le plan économique, et aux appétits de la nouvelle bourgeoisie managériale et bureaucratique.

Celle-ci était née du boom économique de l' après-guerre, du développement des forces productives. On assistait, à l' Ouest, à un mouvement conduit par la bourgeoisie traditionnelle elle-même, vers une sorte de "dépérissement" organisé des Etats. Le libéralisme pur et dur retrouvait une nouvelle jeunesse.

Les années Reagan, le thatchérisme avaient vu l' Etat se désengager de l' économie. Les privatisations revenaient à la mode. L' Etat minimum était prôné. Il fallait "dégraissier le mammoth". La décentralisation pour un Etat comme le nôtre est devenu un thème récurrent, un "menu minceur" décidé par le haut. Toutes les forces politiques se croient obligées de parler de "démocratie de proximité" pour habiller le tout...

La mondialisation-dérégulation économique, une fois l' URSS défaite, dans la décennie 90 poussait dans le même sens. Rendait chaotique la situation de nombreux Etats du Sud, à peine sorti de

leur lutte pour l' indépendance.

La vieille bourgeoisie d' actionnaires a calmé les ardeurs à la sécession des managers en leur offrant des "stocks options". Orientation remise en cause à présent :

- parce que le danger politique de ce côté là est passé ;
- parce qu' elle a entraîné des effets pervers, bilan truqué comme pour Enron ;
- et surtout parce que la crise est là et qu' il devient urgent de diminuer le nombre

de prétendants à la manne boursière qui a fondu comme neige au soleil, (d' où la polémique à propos des indemnités de Messier).

Cette vague de fond et mondiale contre l' étatisme est prise à contre-pied par le bushisme, parce qu' elle a pu penser que les USA étaient de son côté, au point d' en oublier qu' ils restaient une superpuissance, qui n' allait pas tarder à profiter de la nouvelle situation, une fois l' URSS au tapis. D' où les errements au moment de la première guerre du Golfe.

Face à la crise, le naturel revient au galop

Face aux difficultés qui minent la dernière superpuissance, le naturel revient au galop. Ce naturel, le recours, quand une bourgeoisie s' affole pour son avenir, c' est l' Etat et son pilier central, l' armée, la répression, la dictature ouverte, le fascisme.

C' est donc globalement dans cette tendance de fond anti-étatique que surgit le bushisme, qui prend à contre-pied l' essentiel des forces politiques organisées. Facteur aggravant, ce nouveau fascisme n' a pas les contours ou les apparences des précédents.

Pour le moment, il n' a pas eu, hormis la fraction immigrée d' origine proche-orientale, à frapper et à réprimer massivement dans son pré-carré d' origine, à l' intérieur de la métropole. Il a frappé loin de ses bases, Afghanistan, Irak, une fraction de la partie ouvrière de la planète. Notons tout de même que c' est aux USA que les manifestations anti-guerre en Irak, avant le 20 mars, ont été le plus durement réprimées, avec répression policière et poursuites judiciaires nombreuses.

Bush ne nous laisse pas le choix !

On n' est pas dans l' idée d' un retour à l' état ante, la démocratie bourgeoise, puisque c' est d' elle, de son sommet que le nouveau fascisme vient, sans insurrection ni putsch, comme un produit naturel. Naturel, du fait de sa crise et de son pourrissement.

Il ne faut pas laisser les seuls bushistes s' organiser.

Le capitalisme libéral montre son vrai visage comme le capitalisme bureaucratique dès lors que les difficultés liées à sa crise s' amoncellent.

Le bushisme se positionne de fait comme le représentant unique et le garant de la société capitaliste mondiale. Quel qu' en soit le prix pour des milliards d' hommes du point de vue de la liberté, de la démocratie et des conditions matérielles de vie.

Cette dérive inéluctable laisse apparaître comme jamais, l' incapacité de la bourgeoisie à continuer à diriger les forces productives modernes.

Fort des enseignements de toutes les luttes de masse contre la variante bureaucratique ou la variante libérale du capitalisme, et de leur dérive commune et inéluctable, il est possible d' envisager l' après-bushisme. D' organiser la lutte contre le bushisme.

Les producteurs doivent viser la direction et la prise en main de toutes les forces productives que quelques cercles d' actionnaires et de dirigeants de multinationales accompagnées des armées de Bush prétendent diriger aujourd' hui.

La réponse immédiate serait de dire : faisons un Etat ouvrier unique et mondial pour assurer cette direction. L' histoire a montré, même à l' échelle d' un pays, que ce n' était pas aussi simple et sans danger. Ce qui est sûr c' est qu' il faut une autorité globale qui dépasse celle des multinationales et qui tire sa force et sa légitimité des masses populaires et en particulier des producteurs eux-mêmes, de leurs luttes.